

# Dossier d'appel d'offres

## CICG - Conditionnement D'air Centrale Sud & Toitures

Numéro du projet : 3102003  
Version du 22.11.2019

### A compléter par le soumissionnaire :

**Nom du bureau ou de l'entreprise responsable de l'offre :**

**Nom et prénom de la personne responsable de l'offre :**

**Adresse complète :**

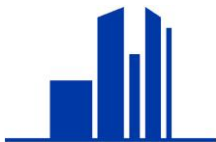
**Téléphone :**

**E-mail :**

| Offre du soumissionnaire |        |
|--------------------------|--------|
| Montant de l'offre TTC : | CHF .— |

**Date:** **Signature(s)\*:** \_\_\_\_\_

*\* En signant le présent document, le soumissionnaire s'engage sur son contenu, mais également sur le contenu de toutes les annexes qu'il fournit. En cas d'association de bureaux ou d'entreprises (pool/consortium), tous les membres doivent signer le présent document.*



## AO marché de service Procédure ouverte

### ANNEXES LIEES AUX ELEMENTS D'APPRECIATION À REMETTRE AVEC L'OFFRE

**ATTENTION :** Le soumissionnaire doit obligatoirement utiliser les annexes remises par l'adjudicateur, sous peine d'exclusion de la procédure.

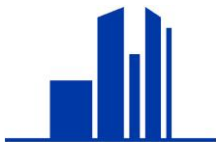
- ☒ Annexe P1 (*engagement sur l'honneur*)
- ☒ Annexe P4 (*caractéristiques du soumissionnaire*)
- ☒ Annexe P6 (*engagement à respecter l'égalité entre hommes et femmes*)
- ☒ Annexe Q2 (*organisation interne du soumissionnaire*)
- ☒ Annexe Q5 (*contribution à la composante sociale du développement durable*)
- ☒ Annexe Q8 (*références*)
- ☒ Annexe R1 (*montant de l'offre en rapport avec le cahier des charges*)
- ☒ Annexe R5 (*temps consacré pour l'exécution du marché, si 5 offres recevables au minimum*)
- ☒ Annexe R6 (*planification des moyens pour l'exécution du marché*)
- ☒ Annexe R7 (*méthodes de travail pour atteindre les objectifs fixés en matière d'exécution du marché*)
- ☒ Annexe R8 (*répartition des tâches et des responsabilités pour l'exécution du marché*)
- ☒ Annexe R9 (*qualifications des personnes-clés désignées pour l'exécution du marché*)
- ☒ Annexe R12 (*méthodes de communication pour atteindre les objectifs fixés en matière d'exécution du marché*)
- ☒ Annexe R14 (*degré de compréhension du cahier des charges*)
- ☒ Annexe R15 (*annonce des sous-traitants*)

### AUTRES ANNEXES À REMETTRE AVEC L'OFFRE

- ☒ Annexe 1-2 Cahier des charges Rénovation Mandataire à retourner signé
- ☒ Le document de contrat de mandataire KBOB n°30 et les Conditions générales de contrat de mandataire de la KBOB édition 2017 à retourner signé
- ☒ Copie d'inscription au registre de la Fondation des Registres suisses des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement professionnel REG A (Ingénieur Mécanicien et/ou Techniques de bâtiment).
- ☒ Copie d'inscription par la chambre des architectes et des ingénieurs (CAI) en tant que mandataires professionnellement qualifiés (MPQ) du canton de Genève.

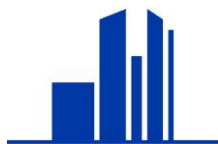
### AUTRES ANNEXES REMISES À CHAQUE CANDIDAT

- ☒ Le document de contrat de mandataire KBOB n°30 et les Conditions générales de contrat de mandataire de la KBOB édition 2017, applicables en cas d'adjudication



## AO marché de service Procédure ouverte

- ☒ Les conditions générales FIPOI et FMBFAI
- ☒ 2-1 Etiquettes Soumission Attestations.pdf
- ☒ 3-1 FIPOI - CICG - Planning des travaux v191206.pdf
- ☒ 4-1 FIPOI\_CICG\_Rapport.pdf
- ☒ 4-2 FIPOI\_CICG\_Descriptif CV.pdf
- ☒ 4-3 FIPOI\_CICG\_Rapport\_Partie MCR.pdf
- ☒ 4-4 FIPOI\_CICG\_Rénov CVC\_Périmètre interventions.pdf
- ☒ 4-5 FIPOI\_IAV\_Rénov CVC\_Périmètre interventions.pdf
- ☒ 5-1 MRI.8AN.T1.V01 Système de désignation et d'étiquetage.pdf
- ☒ 5-2 MRI.8AN.T2.V01 Construction tableaux électriques.pdf
- ☒ 5-3 MRI.8AN.T3.V01 Imagerie technique.pdf
- ☒ 5-4 MRI.8AN.T4.V01 Automation du bâtiment.pdf
- ☒ 5-5 MRI.8AN.T5.V01 Comptage et monitoring énergétique.pdf
- ☒ 5-6 MRI.8AN.T6.V01 Spécifications BACnet.pdf



# AO marché de service Procédure ouverte

## 1. INFORMATIONS GENERALES

### 1.1. Nom et adresse de l'adjudicateur

**FONDATION DES IMMEUBLES POUR LES ORGANISATIONS  
INTERNATIONALES (FIPOI)**

**Rue Varembe 9-11  
Case Postale 13  
1211 Genève 20**

**support.ao.projets.sgi@fipoi.ch**

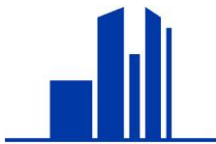
### 1.2. Calendrier de la procédure en jours calendaires (*sous toutes réserves*)

|   |                           |
|---|---------------------------|
| Date de la publication officielle du marché   | <b>11.12.2019</b>         |
| Délai pour annoncer sa participation à la séance d'information ou à la visite du site | <b>09.01.2020</b>         |
| Date de la séance d'information ou de la visite du site                               | <b>14.01.2020 A 09H00</b> |
| Délai pour le dépôt des questions   | <b>21.01.2020</b>         |
| Délai pour les réponses de l'adjudicateur   | <b>28.01.2020</b>         |
| <b>Délai pour la remise des offres</b>  | <b>07.02.2020 A 12H00</b> |
| Date de l'éventuelle audition   | <b>18.02.2020</b>         |
| Date envisagée de la décision d'adjudication  | <b>24.02.2020</b>         |
| Date envisagée pour la signature du contrat   | <b>28.02.2020</b>         |

## 2. CAHIER DE CHARGES

### 2.1. Nature et importance du marché

- ☒ Descriptif complet du marché remis dans le cahier des charges selon annexe « 1-2 Cahier des charges Rénovation Mandataire ».



## 3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

### 3.1. Aptitudes et compétences requises

Le soumissionnaire doit posséder au minimum les compétences et aptitudes suivantes pour l'exécution du marché, sous peine d'exclusion de la procédure :

- Qu'un membre de l'équipe projet ou que l'ingénieur lui-même, doit être inscrit au registre REG A des ingénieurs. (Ingénieur Mécanicien et/ou Techniques de bâtiment).
- Qu'un membre de l'équipe projet ou que l'ingénieur lui-même, doit être inscrit à la chambre des architectes et des ingénieurs (CAI), en tant que mandataires professionnellement qualifiés (MPQ) du canton de Genève.

### 3.2. Délai et adresse pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard le :

**07.02.2019 , à 12h00**  
***Le cachet postal ne fait pas foi***

Auprès de :

- ☒ l'adjudicateur, à l'adresse mentionnée ci-dessus.

Il appartient au soumissionnaire de tout mettre en œuvre pour respecter cette échéance. Les offres hors délai seront exclues de la procédure.

### 3.3. Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son offre complète, datée, signée et sous pli fermé en collant les étiquettes selon annexe « 2-1 Etiquettes Soumission Attestations » au recto et au verso de chaque éléments.

- ☒ en format papier, en 2 exemplaires,

Et :

- ☒ en format numérique sur clé USB.

Le soumissionnaire est responsable du fait que le contenu du format numérique / de la clé USB / du CD-ROM soit identique à la version papier.

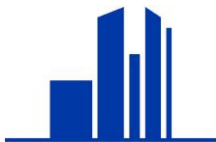
Le soumissionnaire devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Les croquis éventuels devront être explicites et les textes devront posséder un format qui facilite la lecture.

Tous les documents devront être soigneusement agrafés, reliés ou intégrés au format A4, avec de manière visible la raison sociale du soumissionnaire et le nom du marché mis en concurrence, ainsi que le nom de l'objet ou du projet s'il y en a un. L'ordre des documents doit permettre la recherche aisée de l'information.

### 3.4. Contenu de l'offre, prestataires admis à soumissionner

L'adjudicateur ne prendra en considération que les offres qui :

- sont conformes aux exigences du présent document d'appel d'offres et de ses



annexes ;

- sont accompagnées, en bonne et due forme, de toutes les annexes **exclusivement téléchargées depuis la plateforme SIMAP**, preuves et documents requis, y compris pour les éventuels sous-traitants ;
- sont déposées par des soumissionnaires ayant leur siège/domicile en Suisse, y compris pour les éventuels sous-traitants ;
- sont datées, signées et arrivées dans le délai imposé, à l'adresse mentionnée.

En cas de doute sur la recevabilité d'une offre, l'adjudicateur se réserve le droit de procéder à une vérification plus approfondie des indications fournies par les soumissionnaires concernés.

### 3.5. Inscription, demande du dossier d'appel d'offres

- ☒ Le dossier est uniquement téléchargeable sur le site internet SIMAP.CH et ne peut pas être demandé par courrier postal ou par une autre voie.

Il est recommandé au soumissionnaire de conserver précieusement le code d'accès fourni par le site Internet SIMAP.CH. En effet, ce code d'accès permet d'accéder directement au marché tant que celui-ci est publié sur le site internet.

### 3.6. Emolument

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument de frais de dossier.

### 3.7. Conflit d'intérêt, récusation

Aucun soumissionnaire, ni membre d'une association de bureaux ou d'entreprises ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêt avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêt est déterminé notamment par le fait qu'un soumissionnaire, un membre d'une association de bureaux ou d'entreprises, un de leurs associés ou collaborateurs est en relation d'affaires permanente ou provisoire, mais actuelle, ou possède un lien de parenté avec un membre du comité d'évaluation. Le soumissionnaire annonce à l'adjudicateur, dès qu'il a connaissance d'un potentiel conflit d'intérêt, mais au plus tard lors du dépôt de son offre.

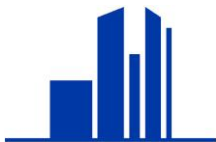
Un membre du comité d'évaluation doit se récuser dès qu'il constate qu'il est en conflit d'intérêt potentiel avec un soumissionnaire.

En cas de conflit d'intérêt, l'adjudicateur remplacera, dans la mesure du possible, le membre concerné.

### 3.8. Incompatibilité, préimplication

- ☒ Un prestataire externe a été sollicité préalablement à cet appel d'offres. L'adjudicateur autorise ce prestataire à participer à la présente procédure comme soumissionnaire, dans la mesure où il n'a pas participé à l'organisation administrative de la procédure d'appel d'offres, ni élaboré le cahier des charges de sorte à ce qu'ils comportent des éléments à même de fausser la concurrence.

- ☒ Sa prestation ne s'est limitée qu'à formuler des renseignements marginaux, sur demande de l'adjudicateur, lors de l'élaboration du cahier des charges.



## AO marché de service Procédure ouverte

- ☒ Les documents établis (cahier des charges, expertise, étude préalable de faisabilité, étude d'impact, diagnostics, relevés, etc.) sont remis en annexe de cet appel d'offres.

Les personnes, entreprises ou bureaux pré-impliqués concernés sont :

| Nom          | Type de prestations  |
|--------------|--|
| Optitherm SA | Etudes Préliminaires Ph.1 et 2 SIA 108<br>Projet Ph. 3 – SIA 108 |
|              |  |

Toute personne, entreprise et bureau qui a participé à la préparation et à l'organisation de la présente procédure, ainsi qu'aux démarches d'aide à la décision et à l'élaboration des documents d'appel d'offres, sont informés qu'ils possèdent un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'ils détiennent. Ils ne peuvent donc pas transmettre des informations ou des documents à des tiers, qu'ils participent ou non à la procédure, sauf sur autorisation préalable de l'adjudicateur, tous les soumissionnaires en seront cas échéant informés.

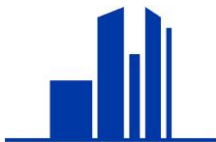
Le fait qu'un soumissionnaire ait pu obtenir une information ou un document de manière privilégiée par rapport aux autres soumissionnaires représente une violation grave du principe de l'égalité de traitement et entraîne son exclusion immédiate de la procédure. L'adjudicateur se réserve le droit de réclamer des dommages-intérêts si cela a nui à l'efficacité de la mise en concurrence ou lui a procuré un préjudice important.

### 3.9. Association de bureaux ou d'entreprises (pool/consortium)

- ☒ L'association de bureaux ou d'entreprises pour le rendu d'une offre en tant que soumissionnaire est admise :
- ☒ le nombre d'entreprises ou de bureaux est limité à 2.
  - ☒ Un mandataire ou une entreprise n'est pas autorisé(e) à participer, en qualité de membre associé, à plusieurs associations de bureaux ou d'entreprises.
  - ☒ Un mandataire ou une entreprise associé(e) n'est pas autorisé(e) à déposer également une offre en qualité de soumissionnaire seul.

L'association de bureaux ou d'entreprises ne doit pas nuire à la saine et efficace concurrence et ne doit pas créer une position cartellaire. **Chaque membre du groupe devra répondre aux mêmes exigences et conditions de participation à la procédure, y compris en matière de remise des annexes et de signature.** En particulier, chaque associé devra être annoncé dans l'annexe P4.

Les rapports des associés entre eux sont régis par les règles de la société simple, au sens des art. 530 ss du Code suisse des obligations (CO). En dérogation à l'art. 535 CO, les associés nommeront une entreprise ou un bureau « pilote » qui a qualité de mandataire général pour agir en leur nom auprès de l'adjudicateur ou pour recevoir valablement toute communication au nom de ce dernier ou pour ce dernier. Ce « pilote » est le garant des bons rapports entre associés. Chaque membre répond personnellement et solidairement des engagements et de toutes obligations pris par les associés résultant du contrat, dans les limites fixées par le CO. La dissolution ne pourra intervenir qu'après l'extinction des délais légaux de garantie.



## AO marché de service Procédure ouverte

Le non-respect de ces exigences amènera l'adjudicateur à prendre cas échéant une décision d'exclusion des offres concernées.

### 3.10. Sous-traitance

- ☒ La sous-traitance est admise pour autant qu'elle ne dépasse pas **10%** de l'ensemble du marché, qu'elle ne nuise pas à la saine et efficace concurrence et que cela ne crée pas une position cartellaire.

En cas de sous-traitance, **le soumissionnaire devra indiquer sur l'annexe R15, quels sont les travaux ou prestations qui seront sous-traités, ainsi que le nom et l'adresse des sous-traitants auxquels il entend recourir. Chaque sous-traitant ou fournisseur devra répondre aux mêmes exigences et conditions de participation à la procédure**, sous-entendu qu'il devra également respecter toutes les conditions de l'appel d'offres, y compris fournir toutes les attestations exigées dans le cadre de cet appel d'offres, et par la suite du contrat. Un sous-traitant qui n'a pas été mentionné lors du dépôt d'une offre, lors de la signature du contrat ou pendant l'exécution du marché, doit être préalablement agréé par l'adjudicateur ; la FIPOI peut refuser un sous-traitant, sans devoir motiver sa décision.

Le sous-traitant:

- ☒ est autorisé à participer, en qualité de sous-traitant, avec plusieurs soumissionnaires ;
- ☒ ne peut à son tour sous-traiter une partie du marché. Le soumissionnaire doit s'assurer du respect de cette interdiction par ses sous-traitants lors de la conclusion et pendant l'exécution du contrat.

Le sous-traitant n'est pas autorisé à déposer une offre en tant que soumissionnaire, y compris en tant que membre d'une association de bureaux ou d'entreprises (pool/consortium).

Le soumissionnaire doit s'assurer, lors du dépôt de son offre, lors de la conclusion du contrat en cas d'adjudication et de son exécution, du respect par ses sous-traitants des dispositions relatives à la protection sociale des travailleurs et des conditions de travail applicables à Genève dans leur secteur d'activité. L'adjudicateur peut exiger du soumissionnaire et de l'adjudicataire toutes indications et justificatifs utiles relatifs aux conditions auxquelles il envisage de faire appel à des sous-traitants.

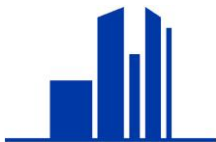
Le non-respect de ces exigences amènera l'adjudicateur à prendre cas échéant une décision d'exclusion des offres concernées. Et en cas de non-respect de ces conditions après l'adjudication, l'adjudicataire s'expose à des peines conventionnelles qui seront définies dans le contrat, voire à la résiliation immédiate du contrat.

### 3.11. Nombre d'offres admises

Les mandataires ou entreprises portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Les mandataires ou entreprises ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Dans ce cas, l'adjudicateur peut demander au soumissionnaire concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres





soumissionnaires portant ou non la même raison sociale.

Le non-respect de ces exigences amènera cas échéant l'adjudicateur à prendre une décision d'exclusion des offres concernées. Sont réservées les règles ci-dessus applicables aux pools/consortiums et aux sous-traitants.

### 3.12. Langue

La langue officielle acceptée pendant la durée de la procédure et lors de l'exécution du marché, pour toute information, documentation, audition et échanges de courrier, est **le français**.

### 3.13. Devise monétaire

La devise monétaire acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est **le franc suisse (CHF)**.

### 3.14. Propriété et confidentialité des informations

Lors du dépôt de son offre, il appartient au soumissionnaire d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

Les travaux et délibérations concernant l'évaluation des offres sont confidentiels.

Les soumissionnaires conservent leurs droits d'auteur sur tous les documents, pièces ou supports qu'ils transmettent à l'adjudicateur. Dès l'adjudication, les documents élaborés par l'adjudicataire deviennent propriété de l'adjudicateur, qui peut les utiliser pour le marché considéré.

L'adjudicateur conservera les offres de tous les soumissionnaires :

☒ tant que le contrat avec l'adjudicataire ne sera pas conclu.

### 3.15. Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de :

☒ 12 mois à compter de la date fixée ci-dessus pour la remise des offres.

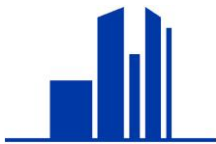
Si le marché ne peut être adjugé dans le cadre du délai indiqué :

☒ les offres deviennent caduques et la procédure est interrompue.

Une offre déposée est considérée comme ferme et définitive. Elle ne peut plus être retirée unilatéralement par le soumissionnaire durant la période de validité fixée ci-dessus, sous réserve de motifs susceptibles de remettre en cause l'adjudication, tels que la mise en faillite ou en poursuite, lesquels pourront conduire l'intéressé au versement de dommages-intérêts à l'adjudicateur.

### 3.16. Variante

☒ Les variantes ne sont pas admises et ne seront donc pas prises en considération pour l'évaluation des offres et lors de la décision d'adjudication. Si un soumissionnaire a néanmoins déposé des propositions d'optimisation du cahier des charges, des suggestions de modification de la liste des matériaux ou des équipements, ou une variante d'exécution, l'adjudicateur peut en tenir compte lors des discussions contractuelles si ce soumissionnaire est adjudicataire du marché.



Le non-respect des exigences précitées entraînera cas échéant l'exclusion de l'offre.

### 3.17. Marché divisé en lots

- ☒ L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché en lots. En conséquence, le soumissionnaire a l'obligation de fournir une offre pour l'ensemble du marché.

### 3.18. Offre partielle

- ☒ Les offres partielles ne sont pas acceptées. Le cas échéant, l'offre sera exclue de la procédure. Il est rappelé au soumissionnaire qu'il lui appartient de remplir tous les libellés du cahier des charges. Le fait qu'un libellé ne soit pas complété par un prix ou une explication satisfaisante peut entraîner l'exclusion de l'offre.

### 3.19. Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché, puisque le critère du prix sera évalué et noté toutes taxes comprises (TTC). En l'absence d'information de la part du soumissionnaire, le montant de l'offre sera considéré TTC.

Si le soumissionnaire bénéficie d'une exonération ou est non assujetti au paiement de la TVA, il devra clairement l'indiquer dans son offre et proposer à l'adjudicateur une offre sans la TVA, puisque ce dernier n'aura pas à la payer. Le soumissionnaire devra obligatoirement dans ce cas indiquer la preuve de son exonération ou de son non assujettissement en citant, par exemple, l'article de loi applicable. Les conditions du marché devront pour le surplus être acceptées sans corrections ou réserves.

Il est rappelé que l'adjudicateur estime la valeur du marché par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

### 3.20. Indemnisation

- ☒ L'élaboration d'une offre et la participation à la présente procédure, cas échéant jusqu'à la signature du contrat, ne donnent droit à aucune indemnisation de quelque nature que ce soit de la part de l'adjudicateur. Cela s'applique également en cas d'exclusion et d'interruption de la procédure, de révocation de l'adjudication ou d'abandon du marché.

### 3.21. Options de marché

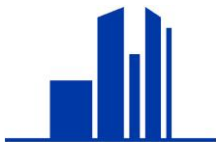
L'adjudicateur se réserve le droit de pouvoir négocier et attribuer de gré à gré à l'adjudicataire des marchés complémentaires en relation avec le présent marché, sans devoir repasser par une procédure d'appels d'offres ouverte ou sur invitation.

## 4. PROCEDURE D'ADJUDICATION

### 4.1. Bases légales

La procédure est notamment:

- non soumise à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics du 15 avril 1995, révisé le 15 décembre 2011 (AMP et AMP-Rév) ;
- non soumise à l'Accord entre la Confédération suisse et la Communauté européenne



## AO marché de service Procédure ouverte

sur certains aspects relatifs aux marchés publics du 21 juin 1999 ;

- soumise à la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6 octobre 1995 (LCart);
  - soumise à la Loi fédérale contre la concurrence déloyale du 19 décembre 1986 (LCD);
  - soumise à la Loi fédérale sur le marché intérieur du 6 octobre 1995 (LMI) ;
  - soumise à la Loi fédérale concernant les mesures en matière de lutte contre le travail au noir du 17 juin 2005 (LTN) ;
  - soumise à la Loi fédérale sur les mesures d'accompagnement applicables aux travailleurs détachés et aux contrôles des salaires minimaux prévus par les contrats-types de travail du 8 octobre 1999 (LDét) ;
- ☒ non soumise à une loi en matière de marchés publics (procédure interne sans droit de recours).

### 4.2. Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage notamment auprès des candidats et soumissionnaires à :

- traiter de manière confidentielle les informations portées à sa connaissance durant la procédure, telles que les secrets d'affaires et/ou de fabrication ; font exception les renseignements qui doivent être publiés en lien avec l'adjudication, tels que le prix de l'offre et le nom de l'adjudicataire, ainsi que les obligations légales d'information ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

### 4.3. Séance d'information, visite du site d'exécution

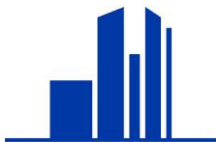
- ☒ Une séance d'information et/ou une visite du site d'exécution est organisée à la date indiquée dans le calendrier de la procédure en début de ce document, à l'adresse suivante :

|                           |
|---------------------------|
| <b>14.01.2020 A 09H00</b> |
|---------------------------|

Au vu de la particularité du marché, la séance d'information et/ou la visite du site :

- ☒ est obligatoire par le fait que des informations ne peuvent être fournies autrement que par cette démarche. Exceptionnellement, et sur demande, l'adjudicateur peut décider d'organiser une visite de rattrapage, qui se déroulera dans les mêmes conditions que la visite initiale. L'adjudicateur tient obligatoirement une liste de présence et un procès-verbal. Le procès-verbal sera transmis à tous les soumissionnaires. Le fait qu'un soumissionnaire dépose une offre sans avoir participé à la visite obligatoire peut entraîner l'exclusion de son offre.

Le soumissionnaire doit annoncer sa présence à la séance d'information et/ou à la visite du site d'exécution, ainsi que le nombre de participants, dans le délai fixé dans le calendrier de la procédure ci-dessus. Cette annonce doit être faite auprès de :



- ☒ l'adjudicateur, à l'adresse mail mentionnée ci-dessus.

#### 4.4. Délai et adresse pour poser des questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard à la date indiquée dans le calendrier de la procédure en début de ce document.

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises :

- ☒ **via le site Internet SIMAP.CH**

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions sous la forme d'un fichier qui pourra être téléchargé sur le site Internet SIMAP.CH, voire par courrier électronique ou postal. Les réponses seront anonymes et transmises à tous. Dans ce sens, l'adjudicateur recommande aux soumissionnaires de conserver leur code d'accès au site Internet SIMAP.CH après que le soumissionnaire s'y soit inscrit. Pour les soumissionnaires qui ont demandé le dossier par écrit, ils recevront la liste des questions et des réponses par voie électronique. L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

Les soumissionnaires ont l'obligation d'informer immédiatement l'adjudicateur de toute erreur manifeste dans les documents d'appel d'offres.

#### 4.5. Ouverture des offres

Seules les offres parvenues dans le délai fixé ci-dessus pour la remise des offres seront ouvertes. L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des offres. L'ouverture des offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite. Le procès-verbal d'ouverture des offres peut être obtenu sur demande écrite adressée à l'adjudicateur. Il ne sera distribué qu'une fois que l'adjudicateur aura achevé toutes les démarches de clarification, y compris les éventuelles auditions.

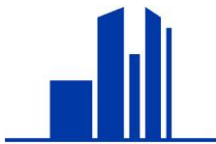
#### 4.6. Evaluation des offres

L'adjudicateur examinera la conformité des offres au présent document ainsi qu'au cahier des charges et contrôlera leur chiffrage. L'évaluation sera faite selon les critères prédéfinis ci-dessous. Un critère ne sera pas utilisé deux fois durant la procédure.

Le marché sera adjugé au soumissionnaire ayant déposé l'offre économiquement la plus avantageuse, c'est-à-dire celle qui présente le meilleur rapport qualité/prix.

En cas de quasi-égalité de points entre deux ou plusieurs soumissionnaires pressentis pour être adjudicataires, à savoir que l'écart de points est inférieur à 2% du total des points possible selon la liste des critères, l'adjudicateur favorisera en premier lieu, l'offre la moins chère et, en second lieu, l'entreprise ayant acquis la meilleure note sur le critère le plus fortement pondéré et, si les soumissionnaires concernés ont obtenu la même note, ainsi de suite de critère en critère du plus important au moins important.

En cas d'égalité de points, l'adjudicateur choisira librement l'adjudicataire.



### 4.7. Modification de l'offre

Aucune offre ne peut être modifiée ou complétée après le délai fixé ci-dessus pour la remise des offres. Seules les erreurs évidentes, telles que les erreurs de calcul ou d'écriture pourront être corrigées.

Si le soumissionnaire omet un poste, l'adjudicateur appliquera le plus haut prix fixé par les concurrents, sous réserve des règles ci-dessus applicables aux offres partielles.

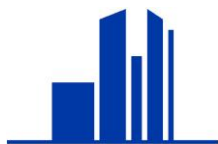
### 4.8. Erreur de prix, offre anormalement basse

Une erreur de calcul manifeste du prix unitaire ou global, ainsi qu'un prix unitaire ou global manifestement trop bas seront vérifiés au préalable auprès du soumissionnaire concerné, notamment lorsque ses prix n'ont aucun rapport avec ceux pratiqués habituellement ou avec ceux offerts par les autres soumissionnaires. Le soumissionnaire devra apporter tout justificatif utile à la compréhension de ses prix. Si l'adjudicateur estime que les justificatifs apportés démontrent de manière évidente que le soumissionnaire ne peut pas réaliser le marché dans de bonnes conditions d'exécution ou sans mettre en péril la pérennité de son entreprise, l'adjudicateur prendra une décision d'exclusion du soumissionnaire pour ce motif. Il en va de même dans le cas d'erreurs manifestes répétitives, prépondérantes ou abusives au point de porter un préjudice à la crédibilité de l'offre dans son entier.

Dans le cadre de la vérification des prix auprès du soumissionnaire, l'adjudicateur prendra également une décision d'exclusion si le soumissionnaire ne confirme pas ses prix ou si ce dernier annonce fermement et de manière définitive une modification de ses prix. Le cas échéant, l'adjudicateur se réserve le droit d'engager une procédure en dommage-intérêts.

### 4.9. Clarification des offres

- ☒ Aucune séance de clarification n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions par écrit à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises. Le cas échéant, le soumissionnaire ne pourra pas modifier son offre, au risque de se voir exclure de la procédure. Si l'adjudicateur souhaite néanmoins fixer une séance d'audition afin de clarifier certains aspects d'une offre, en particulier celle de l'entreprise pressentie comme adjudicataire du marché, il en informera le soumissionnaire concerné et les échanges feront l'objet d'un procès-verbal. Le procès-verbal mentionnera également le lieu, la date, la durée et les noms des personnes présentes. Le procès-verbal ne sera pas transmis aux autres soumissionnaires. En cas d'adjudication, il fera partie intégrante du contrat.



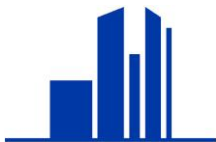
## AO marché de service Procédure ouverte

### 4.10. Critères d'évaluation

- ☒ Les critères et sous-critères d'aptitude et d'adjudication sont, dans l'ordre d'importance, les suivants :

**Si le nombre de soumissions recevable est supérieur ou égale à 5, la pondération sera considérée comme suit :**

| Critères et sous-critères   | Pondération  |
|---|--------------|
| 1. Montant de l'offre en rapport avec le cahier des charges (Annexe R1)   | 25 %         |
| 2. Temps consacré pour l'exécution du marché, si 5 offres recevables au minimum (Annexe R5)   | 5 %          |
| 3. Organisation de base du soumissionnaire<br>3.1 caractéristiques du soumissionnaire (Annexe P4) 2%<br>3.2 engagement à respecter l'égalité entre hommes et femmes (Annexe P6) 3%<br>3.3 organisation interne du soumissionnaire (Annexe Q2) 3%<br>3.4 contribution à la composante sociale du développement durable (annexe Q5) 2%  | 10 %         |
| 4. Références du soumissionnaire (Annexe Q8)  | 20 %         |
| 5. Organisation pour l'exécution du marché<br>5.1 (planification des moyens pour l'exécution du marché (Annexe R6) 3%<br>5.2 méthodes de travail pour atteindre les objectifs fixés en matière d'exécution du marché (Annexe R7) 3%<br>5.3 répartition des tâches et des responsabilités pour l'exécution du marché (Annexe R8) 3%<br>5.4 qualifications des personnes-clés désignées pour l'exécution du marché (Annexe R9) 3%<br>5.5 annonce des sous-traitants (Annexe R15) 3% | 15 %         |
| 6. Qualité technique de l'offre<br>6.1 méthodes de communication pour atteindre les objectifs fixés en matière d'exécution du marché (Annexe R12) 5%<br>6.2 degré de compréhension du cahier des charges (Annexe R14) 20%*  | 25 %         |
| <b>Total :</b>  | <b>100 %</b> |



## AO marché de service Procédure ouverte

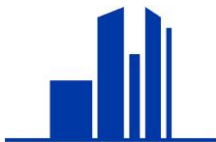
**Si le nombre de soumissions recevable est inférieur à 5, la pondération sera considérée comme suit**

| Critères et sous-critères   | Pondération  |
|---|--------------|
| 1. Montant de l'offre en rapport avec le cahier des charges (Annexe R1)   | 25 %         |
| 2. Organisation de base du soumissionnaire<br>2.1 caractéristiques du soumissionnaire (Annexe P4) 2%<br>2.2 engagement à respecter l'égalité entre hommes et femmes (Annexe P6) 3%<br>2.3 organisation interne du soumissionnaire (Annexe Q2) 3%<br>2.4 contribution à la composante sociale du développement durable (annexe Q5) 2%  | 10 %         |
| 3. Références du soumissionnaire (Annexe Q8)  | 20 %         |
| 4. Organisation pour l'exécution du marché<br>4.1 (planification des moyens pour l'exécution du marché (Annexe R6) 3%<br>4.2 méthodes de travail pour atteindre les objectifs fixés en matière d'exécution du marché (Annexe R7) 3%<br>4.3 répartition des tâches et des responsabilités pour l'exécution du marché (Annexe R8) 3%<br>4.4 qualifications des personnes-clés désignées pour l'exécution du marché (Annexe R9) 3%<br>4.5 annonce des sous-traitants (Annexe R15) 3% | 15 %         |
| 5. Qualité technique de l'offre<br>5.1 méthodes de communication pour atteindre les objectifs fixés en matière d'exécution du marché (Annexe R12) 5%<br>5.2 degré de compréhension du cahier des charges (Annexe R14) 25%*  | 30 %         |
| <b>Total :</b>  | <b>100 %</b> |

- ☒ Le soumissionnaire est rendu attentif au fait que le critère « Références et personnes-clés » sera non seulement jugé sur la base d'une vérification des renseignements fournis par le soumissionnaire, mais également sur les expériences antérieures que la FIPOI aurait eu avec lui, au cours des 5 années précédant la publication de l'appel d'offres. Il pourra en effet être pris en compte des mauvaises expériences avec l'adjudicateur dans le cadre de l'évaluation des références. Les critères et sous-critères d'adjudication et leur pondération sont définitifs. Les critères et/ou sous-critères marqués d'un astérisque « \* » sont éliminatoires si le soumissionnaire n'obtient pas au moins la note de 3 sur 5. Dans ce cas, l'adjudicateur prendra une décision d'exclusion de l'offre après avoir vérifié le bien-fondé de sa décision.

### 4.11. Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5. A part pour l'évaluation du prix et du temps consacré qui sera notée jusqu'au centième (par exemple 3,46), un critère sera noté jusqu'à la demi-note (par exemple 3,5). L'évaluation d'un critère peut être faite autant en rapport avec les exigences du marché qu'en comparaison entre les soumissionnaires. Il en va de même pour les sous-critères. Les niveaux d'appréciation sont les suivants :



## AO marché de service Procédure ouverte

| Note | Appréciation            | Signification   |
|------|-------------------------|---|
| 0    | Non évaluable           | N'a pas fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé   |
| 1    | Insuffisant             | A fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes  |
| 2    | Partiellement suffisant | A fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes  |
| 3    | Suffisant               | A fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier, notamment par rapport aux autres candidats                    |
| 4    | Bien                    | A fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un ou quelques avantages particuliers et/ou est de bonne qualité, notamment par rapport aux autres candidats |
| 5    | Très bien               | A fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente plusieurs avantages particuliers et/ou est de très bonne qualité, notamment par rapport aux autres candidats |

La note attribuée à un critère est faite sur la base d'une analyse globale de l'ensemble des documents exigés par critère. Lorsqu'une information ou un document demandé n'est pas produit, l'adjudicateur se réserve le droit d'exclure l'offre de la procédure en raison de son caractère incomplet.

### 4.12. Notation du prix (TTC)

- ☒ La notation du prix se fera selon la méthode **T2** : montant de l'offre la moins disante divisée par le montant de l'offre concernée, le tout à la puissance 2, multiplié par la note maximale possible (note 5) :

$$\text{Note offre}_x = \left( \frac{\text{Coût offre min}}{\text{Coût offre } x} \right)^2 \times 5$$

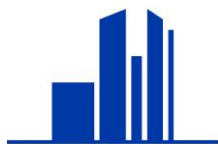
### 4.13. Notation du temps consacré pour l'exécution du marché

- ☒ La notation du temps consacré pour l'exécution du marché se fera selon la méthode **T4** : en tenant compte de la moyenne des heures ou des jours proposés par les soumissionnaires pour exécuter le marché. Plus le soumissionnaire s'éloigne de la valeur moyenne, plus il sera mal noté. L'adjudicateur fixe de part et d'autre de la moyenne un pourcentage (de 10 à 20%) à partir duquel le nombre d'heures ou jours proposé par un soumissionnaire recevra une note dégressive. La note 0 est attribuée à un nombre d'heures ou de jours qui est au-delà d'un certain pourcentage (50% à 100%) de part et d'autre de la moyenne. Le nombre d'heures moyen peut être estimé par l'adjudicateur ou tiré de la moyenne des heures ou jours offerts par les soumissionnaires pour autant que ceux-ci soient au minimum 5.

### 4.14. Comité d'évaluation

L'adjudicateur procédera lui-même à l'évaluation des offres avec l'aide de représentants de ses propres services et l'éventuel mandataire en charge de l'organisation de la





## AO marché de service Procédure ouverte

procédure d'appel d'offres. Il se réserve la possibilité de consulter un expert technique ou de modifier en cas de besoin la liste ci-dessous. Le comité sera en principe composé comme suit :

| Prénom et Nom     | Titre / fonction    |
|-------------------|---------------------|
| Julien Monney     | Chef de service SGI |
| Laurent Abadie    | Chef de projet      |
| Sébastien Roussée | Chef de projet      |

Suppléant(s) :

| Prénom et Nom | Titre / fonction |
|---------------|------------------|
| Laurent Maret | Chef de projet   |
|               |                  |

*\*Expert(s) sans droit de vote*

### 4.15. Modification du cahier des charges par l'adjudicateur

Avant la décision d'adjudication, l'adjudicateur peut modifier le contenu du cahier des charges pour autant que cela ne remette pas en question la nature du marché et plus de 20% de l'importance du marché, voire que cela ne porte que sur des questions de détails ou d'aspects secondaires. Si cette modification intervient avant la date pour le dépôt des offres, l'adjudicateur indiquera, si nécessaire, le nouveau délai pour la remise des offres. Si cette modification intervient après la date de dépôt des offres, il veillera à ce que tous les soumissionnaires soient mis à pied d'égalité et possèdent un délai suffisant pour répondre à la demande. Le cas échéant, il veillera à donner ces modifications dans une même mesure et dans le même délai à tous les soumissionnaires.

En cas de modification mineure et de peu d'importance, l'adjudicateur peut aussi ne pas mettre en cause le cahier des charges durant la procédure, mais il émettra des réserves lors de la décision d'adjudication qui indiqueront clairement les modifications du cahier des charges qui devront encore faire l'objet d'une discussion au niveau contractuel.

En tous les cas, l'adjudicateur peut renoncer et interrompre la procédure.

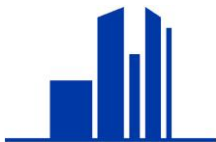
### 4.16. Interdiction des négociations

Jusqu'à et y compris la décision d'adjudication, l'adjudicateur ne négociera pas les offres déposées, tant sur les prestations que sur les conditions du cahier des charges et les prix.

### 4.17. Motifs d'exclusion de la procédure

Outre les motifs d'exclusion annoncés dans le présent document, un soumissionnaire sera exclu de la procédure s'il :

- a rendu une offre incomplète ou non conforme aux exigences ou au cahier des charges ;
- Le soumissionnaire doit posséder au minimum les compétences et aptitudes



## AO marché de service Procédure ouverte

suivantes pour l'exécution du marché, selon chiffre 3.1 du présent appel d'offres.

- n'a pas fourni ☒ l'annexe P1 dûment signée, ou par la suite, les attestations y relatives, en bonne et due forme ;
- n'a pas remis avec son offre les annexes requises pour l'évaluation des critères d'aptitudes et d'adjudication annoncés ;
- a fourni des renseignements faux, caducs ou non certifiés officiellement ;
- a modifié les bases d'un document remis sur un support électronique par rapport au format papier ou inversement ;
- a conclu un accord qui porte atteinte à une concurrence efficace ;
- fait l'objet, à la date du dépôt de l'offre ou en cours de procédure, de sanction entrée en force ou de mesure exécutoire en lien avec la législation sur le travail, notamment en matière de travail au noir.

L'adjudicateur pourra également écarter l'offre d'un soumissionnaire :

- ☒ qui n'est pas à jour dans le paiement de ses impôts ;
- ☒ qui ne respecte pas les prescriptions concernant la santé et la sécurité au travail ;
- ☒ qui a commis des infractions graves dans le cadre de son activité professionnelle ;
- ☒ qui ne respecte pas la liberté d'association ou le droit de grève.

### 4.18. Motifs d'interruption de la procédure

La procédure peut être interrompue pour justes motifs ou raisons importantes, notamment lorsque l'adjudicateur a reçu un nombre insuffisant d'offres pour adjuger le marché dans une situation de concurrence efficace, qu'aucune offre ne remplit les exigences fixées ou qu'un abandon ou une modification importante du projet est nécessaire.

En cas d'interruption, l'adjudicateur se réserve d'ores et déjà le droit d'adjuger directement le marché au prestataire de son choix (procédure de gré à gré exceptionnel), y compris parmi les soumissionnaires. Il pourra également lancer une nouvelle procédure de mise en concurrence.

### 4.19. Décision d'adjudication

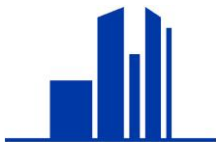
La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux soumissionnaires qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable.

### 4.20. Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout soumissionnaire qui n'est pas l'adjudicataire du marché peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son offre.

### 4.21. Révocation de l'adjudication

L'adjudication peut être révoquée pour les mêmes motifs que ceux ci-dessus relatifs à l'interruption de la procédure.



### 4.22. Voies de recours

- ☒ Le soumissionnaire est informé que le présent appel d'offres et toutes les décisions prises par l'adjudicateur dans le cadre du marché ne sont pas sujets à recours, puisque celui-ci n'est soumis à aucune loi en matière de marchés publics.

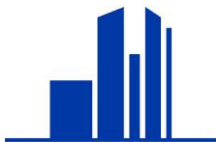
### 4.23. Conclusion du contrat

- Une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à conclure un contrat avec l'adjudicataire. Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel de la part de l'adjudicateur. Seul le contrat signé fait foi.
- ☒ Le document de contrat de mandataire KBOB n°30 et les Conditions générales de contrat de mandataire de la KBOB édition 2017 ci-annexés sont obligatoires et seront applicables dans le cadre de l'exécution du marché. Ces documents contiennent les clauses contractuelles les plus importantes applicables au présent marché. En déposant son offre, le soumissionnaire confirme avoir pris connaissance de ces documents contractuels et en accepter leur teneur en cas d'adjudication du marché.

## 5. ENGAGEMENTS DU SOUMISSIONNAIRE

En signant la page de garde, tous les membres d'un soumissionnaire certifient avoir pris connaissance des conditions de la procédure et en accepter le contenu sans réserve. En cas de commentaires sur l'une ou l'autre des conditions, cela devra être formulé par écrit dans le même délai que pour la remise des offres. Chaque membre d'un soumissionnaire prend par ailleurs les engagements suivants :

- a) il confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité ;
- b) il accepte que l'adjudicateur ou ses représentants puissent vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre ;
- c) il respecte, pour le personnel appelé à travailler sur le territoire genevois, les dispositions relatives à la protection sociale des travailleurs et aux conditions de travail applicables à Genève, ainsi que la législation sur le travail notamment en matière de travail au noir, de travail forcé/contraint et de personnel mineur, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant ;
- d) il garantit l'égalité de traitement entre hommes et femmes, à compétences et fonctions équivalentes, en particulier en ce qui concerne les conditions salariales, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs principaux et les transporteurs, le cas échéant ;
- e) il garantit le respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte pour la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets et de lutte contre les nuisances sonores ;
- f) il confirme que l'offre déposée est conforme aux exigences du cahier des charges et qu'elle inclut toutes les prestations strictement justifiées pour l'exécution du marché et son bon déroulement. Cela comprend aussi les mesures à prendre pour respecter les dispositions relatives à la santé et la sécurité ;
- g) il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre soumissionnaires ;
- h) il confirme avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre, après avoir pris connaissance des conditions générales, du contenu du cahier des charges et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché. Et, en conséquence, il s'engage à exécuter l'ensemble du marché pour les prix indiqués dans son offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres ;



## AO marché de service Procédure ouverte

- i) il met en place les personnes-clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes-clés, il a pris note que l'adjudicateur est en droit d'exiger qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes-clés de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié ;
- j) il confirme qu'il n'est pas impliqué à juste titre dans une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; il garantit également que tel n'est pas le cas pour les sous-traitants, fournisseurs ou transporteurs auxquels il entend faire appel ;
- k) il accepte que son résultat, notamment les notes attribuées par critère, soit transmis aux autres soumissionnaires sous la forme d'un tableau récapitulatif ;
- l) il s'engage à créer une société simple selon le CO et/ou le contrat de société SIA en cas d'association de bureaux ou d'entreprises (pool/consortium). Le cas échéant, il fournira également, sur demande l'organigramme opérationnel qui définit les liens hiérarchiques et la répartition des responsabilités entre partenaires co-solidaires ;
- m) il mettra en place les moyens informatiques et de transmission des données compatibles avec les exigences de l'adjudicateur, ceci sans frais supplémentaire ou avenant au contrat ;
- n) en remplissant son offre, il a tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, après la décision d'adjudication et pendant l'exécution du marché, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Il lui appartient donc de poser toute question d'éclaircissement. Il ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis ;
- o) il accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques ;
- p) il accepte que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des offres, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence ;
- q) il respecte les consignes PHS ;
- r) il fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice ou à un membre du comité d'évaluation, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre soumissionnaire ou de soustraire le marché à une mise en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par l'adjudicateur, pour justes motifs. D'autres sanctions peuvent être prises par l'adjudicateur, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours de procédure d'appel d'offres.